

## L'engagement sécuritaire de la Chine au Tadjikistan : quelles implications pour la Russie et l'Asie centrale ?

### Introduction

Comme l'ont confirmé les événements au Kazakhstan en janvier 2022<sup>1</sup>, l'Asie centrale est traversée d'une certaine instabilité interne. Outre la fragilité des régimes, en majorité autocratiques<sup>2</sup>, voire dictatoriaux pour certains, les pays centrasiatiques sont caractérisés par une faiblesse économique manifeste, une corruption endémique, une composition ethnique complexe mais également une incapacité à faire face à des groupes armés de manière autonome<sup>3</sup>. Au-delà de ces problématiques internes, la région est également fragilisée par des facteurs de déstabilisation externes tels que la prise de pouvoir des Taliban en Afghanistan en août 2021. Depuis le départ des troupes américaines du pays, différentes puissances régionales cherchent à accroître leurs capacités en matière de sécurité. La Chine et la Russie, en particulier, renforcent leur présence de plusieurs manières. Différents objectifs motivent les initiatives des deux puissances dans la région. Tout d'abord, il s'agit de repousser l'influence occidentale. Comme le souligne Emil Avdaliani, « *dans l'ordre mondial post-libéral, les régions géopolitiques importantes d'Eurasie sont de plus en plus gérées conjointement par les grands pays voisins dans le but de limiter l'influence collective de l'Occident* »<sup>4</sup>. En parallèle, sur un plan plus global, Pékin

<sup>1</sup> Du 2 au 11 janvier 2022, le Kazakhstan a connu une révolte importante qui a commencé suite à une hausse soudaine du prix du carburant. Après avoir débuté par des manifestations dans la ville pétrolière de Janaozen, le mouvement s'est étendu à d'autres villes du pays, provoquant de violentes émeutes. Suite à la démission du gouvernement, le président Kassym-Jomart Tokaïev est contraint de demander l'aide de l'Organisation du traité de sécurité collective afin de calmer la situation et reprendre le contrôle du pays, enflammé par diverses revendications sociales.

<sup>2</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov, directeur du Central Eurasia Analytical Group (Tachkent), réalisé le 7 janvier 2022.

<sup>3</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec un responsable militaire français, réalisé le 12 janvier 2022.

<sup>4</sup> Emil Avdaliani, « [China and Russia: A New Vision for Central Asia](#) », Begin-Sadat Center for Strategic Studies, 7 juillet 2021.

et Moscou s'inscrivent dans une logique de formation d'un « ordre international multipolaire ». Cela se traduit par exemple par l'élargissement en 2016 de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à deux puissances régionales d'Asie du Sud, l'Inde et le Pakistan, permettant en théorie de servir cet objectif russo-chinois<sup>5</sup>.

Si beaucoup d'experts et d'observateurs s'accordent à décrire les relations entre la Chine et la Russie en Asie centrale comme une division du travail tacite, Moscou étant le garant de la sécurité et Pékin l'acteur économique principal, la Chine a récemment réalisé d'importantes percées sur le plan militaire dans la région<sup>6</sup>. Par ailleurs, comme le fait remarquer Vladimir Paramonov, globalement, les relations bilatérales entre Pékin et les différents pays de la région se développent, depuis 2016, beaucoup plus intensément que celles qu'ils entretiennent avec Moscou<sup>7</sup>. Cette dynamique s'est notamment traduite par la confirmation, en octobre 2021, de la construction au Tadjikistan d'un avant-poste, financée à hauteur de 8,5 millions USD par le gouvernement chinois.

Le but de la présente note est de comprendre dans quelle mesure la présence chinoise grandissante en Asie centrale poursuit des objectifs stratégiques, voire sécuritaires, et comment cela affecte les perceptions mutuelles et les dynamiques régionales. Comment, en particulier, ces avancées chinoises influent-elles sur les relations entre la Chine et la Russie, et entre cette dernière et les pays centrasiatiques ? Quelles sont les motivations de la décision d'établir l'avant-poste au Tadjikistan ? Quelles conséquences peut-on observer pour les pays de la région ?

## Quelle présence chinoise au Tadjikistan ?

### Une présence chinoise sécuritaire plus affirmée en Asie centrale

La question afghane, mais également la fixation de Pékin sur l'idée que des militants séparatistes ouïghours pourraient installer des camps en Asie centrale<sup>8</sup>, ont entraîné un niveau d'activité stratégique chinoise sans précédent dans les Etats voisins, notamment depuis fin 2014, en réponse au retrait des forces de l'OTAN<sup>9</sup>.

Cette augmentation de la coopération entre la Chine et les pays centrasiatiques se traduit de différentes manières. Certains experts expliquent que l'attaque terroriste de 2016 contre l'ambassade de Chine à Bichkek a peut-être été un tournant du point de vue de la présence sécuritaire chinoise dans la région<sup>10</sup>. Ainsi, depuis cette même année, Pékin et Douchanbé ont mené des exercices contre-terroristes dans le Gorno-Badakhchan, puis de nouveau en 2019 et en 2021<sup>11</sup>. Le voisin chinois a en outre augmenté ses ventes d'armes, avec près de 18 % des

---

<sup>5</sup> Paul Stronski, Nicole NG, « [Cooperation and Competition: Russia and China in Central Asia, the Russian Far East, and the Arctic](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 28 février 2018.

<sup>6</sup> Reid Standish, « [China Seen As Rising Military Power In Central Asia, Foreshadowing Future Friction With Russia](#) », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 28 mai 2020.

<sup>7</sup> Vladimir Paramonov, « Россия и Китай в Центральной Азии: Концептуальный аспект » [La Russie et la Chine en Asie centrale : l'aspect conceptuel], *Россия и новые государства Евразии*, Федеральное государственное бюджетное научное учреждение Национальный исследовательский институт мировой экономики и международных отношений имени Е. М. Примакова Российской академии наук, n° 4, 2018, p. 122.

<sup>8</sup> Malika Tukmadiyeva, « [Xinjiang and China's Foreign Policy in Central Asia](#) », *Connections, The Quarterly Journal*, Summer 2013, pp. 87-107.

<sup>9</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « [In post-American Central Asia, Russia and China are tightening their grip](#) », *War on the Rocks*, 7 octobre 2021.

<sup>10</sup> Deepak Kumar, « [Understanding China's Growing Military Outreach in Central Asia](#) », *Issue Brief*, Manohar Parrikar Institute for Defense Studies and Analyses, 3 février 2022.

<sup>11</sup> Nurlan Aliyev, « [China-Russia Security Cooperation in Central Asia](#) », *CACI Analyst*, 22 octobre 2019.

livraisons dans la région au cours des cinq dernières années (vs 1,5 % entre 2010 et 2014)<sup>12</sup>. En plus des achats et des dons directs, l'Asie centrale troque des systèmes d'armes chinois, notamment des drones armés et des équipements de communication, contre ses importantes ressources pétrochimiques (Ouzbékistan, Turkménistan)<sup>13</sup>. Ainsi, la Chine a dépassé la Russie en matière d'exportations d'armes vers le Turkménistan et l'Ouzbékistan au cours des cinq dernières années. L'Ouzbékistan a été le premier pays de la région à recevoir des drones Wing Loong-I en 2014, puis des systèmes de missiles sol-air portatifs QW-18 en 2019. Concernant le Turkménistan, les ventes chinoises sont plus importantes également que les russes, et Pékin est devenu le deuxième fournisseur d'armes du pays après la Turquie<sup>14</sup>. La Chine a par ailleurs mené un nombre croissant d'exercices et de formations : formations au sein de l'OCS, programmes de formation pour les officiers locaux (Kazakhstan, Kirghizstan), plus de 277 exercices militaires en 2016 en Asie centrale (contre 131 en 2003)<sup>14</sup>.

Cette augmentation de la présence sécuritaire chinoise s'est aussi traduite au Tadjikistan par l'installation en 2016 d'un avant-poste composé, selon les images satellite, d'un hélicoptère et d'infrastructures pouvant accueillir un bataillon environ<sup>16</sup>, puis d'un second confirmé par la chambre basse du Parlement tadjik, cette fois en octobre 2021. Ainsi, comme le précise Misha Ketchell, « *bien que ses activités soient discrètes, il [l'avant-poste] offre à la Chine une profondeur stratégique* »<sup>17</sup>. Néanmoins, indique Giulia Sciorati, Pékin ne souhaite pas médiatiser cette présence afin de préserver la cohérence de sa rhétorique présentant la puissance chinoise comme un acteur pacifique et non comme fournisseur majeur de sécurité en Asie centrale, ou ailleurs dans le monde<sup>18</sup>.

### **Avant-poste ou base militaire ?**

Il est essentiel de souligner que contrairement aux différentes suppositions formulées dans les analyses occidentales, c'est donc bien la construction d'un avant-poste, et non d'une base militaire, que la Chine a entreprise à l'intersection entre l'est du Gorno-Badakhchan, le nord-est du Xinjiang et la province afghane du Badakhchan. Parler de base militaire revient à simplifier à l'excès les dynamiques locales qui s'inscrivent autour de ce projet, biaisant l'analyse plus globale que l'on peut en faire<sup>19</sup>. Cet avant-poste ne comporte que quelques bâtiments, un hélicoptère et des terrains d'entraînement, et n'est pas géré par l'armée de la République Populaire de Chine (RPC) ou sa police militaire, mais par les forces de police tadjikes. Comme le fait remarquer Giulia Sciorati, la Police Armée du Peuple (PAP) gère déjà un avant-poste, situé non loin de la ville de Shaymak, à 76 km de la frontière entre l'Afghanistan et la Chine. La chercheuse souligne que la PAP est une organisation paramilitaire dont le rôle principal en Asie centrale est de mener des actions et exercices conjoints avec les autres forces de sécurité dans des domaines tels que le partage d'informations et la lutte antiterroriste<sup>20</sup>. Cette organisation peut être assimilée à un

---

<sup>12</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia », *Kennan Cable*, n° 52, Kennan Institute, Wilson Center, mai 2020, p. 2.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>14</sup> Deepak Kumar, *op. cit.*

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>16</sup> Ashok Sajjanhar, « [China-Central Asia relations: An uneasy co-existence](#) », Observer Research Foundation, 10 mars 2021.

<sup>17</sup> Misha Ketchell, « [Tadjikistan et Kirghizistan : deux foyers d'incertitude aux portes de la Chine](#) », *The Conversation*, 22 octobre 2020.

<sup>18</sup> Giulia Sciorati, « [Not a Military Base: Why Did China Commit to an Outpost in Tajikistan?](#) », Italian Institute for International Political Studies, 2 novembre 2021.

<sup>19</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Temur Umarov, consultant-chercheur au Centre Carnegie de Moscou, réalisé le 27 janvier 2022.

<sup>20</sup> Giulia Sciorati, *op. cit.*

équivalent de la Garde nationale russe<sup>21</sup> (*Rosgvardiya*, force militaire interne du gouvernement créée en 2016 dont les principales tâches sont la lutte contre le terrorisme et le crime organisé en coordination avec le ministère de l'Intérieur russe), ce qui souligne encore une fois le caractère non militaire des constructions. Ainsi, les installations chinoises ne sont pas des bases militaires à proprement parler et ne sont pas comparables à la présence militaire russe au Tadjikistan, en particulier sa base 201<sup>22</sup>.

De plus, comme le font justement remarquer les experts tadjiks, il faut noter que la construction de ces deux avant-postes relève de l'accord de 2016 entre la Chine et le Tadjikistan. Selon cet accord, la RPC finance la construction de onze postes frontaliers et établit 30 à 40 postes du côté tadjik de la frontière avec l'Afghanistan. Ces postes seront occupés par des ressortissants tadjiks, tandis que la partie chinoise en assumera les coûts d'entretien et de fonctionnement<sup>23</sup>.

Ce renforcement de la présence stratégique chinoise s'explique avant tout par la perception qu'ont les autorités chinoises du Tadjikistan : un pays fragile<sup>24</sup>, situé dans une zone particulièrement instable, aux frontières de l'Afghanistan, proche également du Pakistan. Il faut donc analyser cette présence chinoise au prisme de la porosité de la frontière tadjike, ce qui soulève notamment la question du risque accru de terrorisme et d'actions séparatistes, de trafics d'armes et de drogue (transitant principalement par la Route du Nord) ou encore de trafics d'êtres humains. De plus, le Tadjikistan est l'un des acteurs régionaux les moins développés militairement, ce qui renforce les inquiétudes de la Chine concernant sa capacité à gérer ces questions sécuritaires frontalières. En effet, Douchanbé ne consacre qu'1 % de son PIB aux dépenses militaires, ce qui équivalait en 2020 à 80 millions de dollars. En comparaison, sur la même période, le Pakistan a investi 10 milliards dans la défense, et le Kirghizstan – près de 130 millions de dollars<sup>25</sup>. Ainsi, la coopération en matière de sécurité entre la RPC et le Tadjikistan ne se développe pas dans le domaine militaire en tant que tel, mais principalement dans la sphère de la sécurité aux frontières extérieures<sup>26</sup>.

Il est par ailleurs essentiel de souligner l'emplacement choisi par les autorités chinoises pour l'implantation de ces avant-postes. Situés dans les montagnes tadjikes du Pamir, elles surplombent le corridor du Wakhan, zone tampon particulièrement stratégique. Créée par la ligne Durand en 1893, cette vallée de 350 km de long pour 13 à 65 km de largeur, malgré sa géographie hautement montagneuse, quasi impraticable en hiver, présente un fort potentiel.

---

<sup>21</sup> Temur Umarov, « [Расширение на запад. Почему Россия не возражает против китайских баз в Таджикистане](#) » [Elargissement à l'ouest. Pourquoi la Russie ne proteste pas contre les bases chinoises au Tadjikistan], Centre Carnegie de Moscou, 28 décembre 2021.

<sup>22</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov.

<sup>23</sup> Vladimir Paramonov, « Политика Китая в Центральной Азии и китайско-центральноазиатские двусторонние отношения в сфере безопасности : Взгляд из Узбекистана » [La politique de la Chine en Asie centrale et les relations bilatérales entre la Chine et les pays centrasiatiques en matière de sécurité : une vision ouzbèke], *Постсоветские исследования*, Centre de recherches sur les pays post-soviétiques, n° 4, 2021, p. 279.

<sup>24</sup> Temur Umarov, *op. cit.*

<sup>25</sup> Giulia Sciorati, *op. cit.*

<sup>26</sup> Vladimir Paramonov, « Политика Китая в Центральной Азии и китайско-центральноазиатские двусторонние отношения в сфере безопасности : Взгляд из Узбекистана », *op. cit.*, p. 279.

### China Outposts in Tajikistan



*Emplacement des avant-postes chinois au Tadjikistan (illustration tirée de Brendan Scott, « [China to Build Tajik Police Base to Secure Afghan Border](#) », Bloomberg, 28 octobre 2021)*

L'emplacement des deux avant-postes est donc tout sauf anodin, permettant d'observer les différents passages et activités qui émanent d'Afghanistan et passent par cette « ligne droite » vers la Chine. Les autorités chinoises mènent aussi des patrouilles aux frontières du corridor, conjointement avec les forces tadjikes et afghanes, afin de s'assurer que ce dernier ne devienne pas une voie de sortie pour des trafics et autres sources d'instabilité à partir de l'Afghanistan<sup>27</sup>.

Néanmoins si Pékin craint tout particulièrement une vague d'instabilité, il ne cherche pas pour autant à s'immiscer dans le vide laissé par le départ des Etats-Unis en août 2021<sup>28</sup>. Il est vrai que plus la RPC investit dans cette région proche de l'Afghanistan, plus elle est susceptible de se retrouver mêlée à des problèmes politiques, militaires et sécuritaires. Pour autant, les responsables chinois nient jouer un jeu géopolitique à travers leurs projets économiques<sup>29</sup>. L'objectif des nouvelles installations est de contribuer à la stabilité régionale nécessaire à la bonne marche de leur projet de nouvelles routes de la soie<sup>30</sup>. En effet, selon la doctrine chinoise, développement économique et stabilité sociale sont étroitement liés<sup>31</sup>. Ainsi, souligne Stephen Blank, le lien entre les objectifs économiques de la *Belt and Road Initiative* (BRI) et l'engagement politique et sécuritaire de Pékin est évident<sup>32</sup>.

Malgré l'implication chinoise dans le domaine sécuritaire, le Tadjikistan reste très fortement dépendant de la Russie en matière de sécurité<sup>33</sup>. Selon certains observateurs, on peut dire que Moscou et Pékin ont une sorte d'accord tacite sur la répartition des questions sécuritaires au Tadjikistan. Ainsi, les tendances actuelles ne laissent pas nécessairement présager une montée de la compétition stratégique entre ces deux Etats en Asie centrale<sup>34</sup>.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Giulia Sciorati, *op. cit.*

<sup>29</sup> Mikhail Overtchenko, « [Как Китай отвоевывает у России Центральную Азию](#) » [Comment la Chine arrache l'Asie centrale à la Russie], *Ведомости*, 25 octobre 2021.

<sup>30</sup> Vladimir Skosyrev, « [КНР намерена создать военную базу в Таджикистане](#) » [La RPC a l'intention de créer une base militaire au Tadjikistan], *Независимая Газета*, 8 novembre 2021.

<sup>31</sup> Zenel Garcia *in Central Asia as a Pivot in China's BRI*, Conférence, Central Asia Program, Institute for European, Russian, Eurasian Studies, George Washington University, 26 janvier 2022.

<sup>32</sup> Stephen Blank, « [China's Military Base in Tajikistan: What Does it Mean?](#) », *The Central Asia-Caucasus Analyst*, 18 avril 2019.

<sup>33</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov.

<sup>34</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « [In Post-American Central Asia, Russia and China are tightening their grip](#) », *op. cit.*

## Pékin et Moscou en Asie centrale : la fin du rôle sécuritaire russe ?

De fait, à première vue, on pourrait percevoir une certaine concurrence entre Pékin et Moscou comme acteurs sécuritaires et stratégiques dans la région. Par exemple, alors que la Chine a tenté d'affirmer un rôle plus marqué pour l'OCS en matière de sécurité, l'inclusion de l'Inde et du Pakistan en son sein a été interprétée par plusieurs observateurs comme une tentative de Moscou de déstabiliser l'organisation en y faisant participer deux pays aux systèmes internes dysfonctionnels<sup>35</sup>. Même avant cet élargissement, l'OCS n'a pas été en mesure de fournir des résultats directs ou exploitables dans ce domaine ou des outils pour aider à gérer les questions de sécurité en Afghanistan, ce qui peut être considéré comme un échec de cette organisation<sup>36</sup> dans laquelle la Chine est un poids lourd. Pékin n'en a pas moins cherché à initier des formes de coopération sécuritaire au niveau régional sans supervision russe, par exemple le Mécanisme de coordination et de coopération quadrilatéral (*Quadrilateral Coordination and Cooperation Mechanism*, QQCM en anglais) regroupant l'Afghanistan, la Chine, le Pakistan et le Tadjikistan et focalisé sur les questions de contre-terrorisme<sup>37</sup>. Quel regard porte Moscou sur ces initiatives témoignant du rôle grandissant de la Chine dans son domaine de prédilection ?

### La Russie : une garante de la sécurité régionale aux capacités supérieures

Outre le soutien particulièrement fort de l'opinion publique en Asie centrale pour Vladimir Poutine (dans certains pays, il est plus important qu'en Russie même), les positions sécuritaires de la Chine en Asie centrale ne sont pas comparables à la présence russe<sup>38</sup>. Cela se traduit notamment dans la différence de capacités de projection, d'effectivité et de moyens entre l'OCS et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), ou dans la nature des relations bilatérales, les pays d'Asie centrale entretenant des liens bien plus étroits en matière de sécurité avec la Russie qu'avec la Chine<sup>39</sup>. Si une méfiance envers l'ancien colonisateur, Moscou, persiste dans certains milieux, la confiance envers Pékin est nettement plus faible, notamment au Kazakhstan ou au Kirghizstan, pays où la sinophobie demeure particulièrement présente dans les sociétés<sup>40</sup>.

La Russie reste notamment le principal fournisseur d'armes dans plus de la moitié des pays de la région<sup>41</sup>, un rôle qui s'est accentué depuis la disparition de l'URSS<sup>42</sup>.

---

<sup>35</sup> Reid Standish, *op. cit.*

<sup>36</sup> Raffaello Pantucci, « The Dragon's Cuddle: China's Security Power projection into Central Asia and Lessons for the Belt and Road Initiative », *NBR Special Report* n° 80, National Bureau of Asia Research, septembre 2019, p. 64.

<sup>37</sup> Reid Standish, *op. cit.*

<sup>38</sup> Temur Umarov, *op. cit.*

<sup>39</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov.

<sup>40</sup> Vladimir Skosyrev, « [Россия и Китай поделили между собой ответственность за Казахстан](#) » [La Russie et la Chine se sont partagé la responsabilité du Kazakhstan], *Независимая Газета*, 11 janvier 2022.

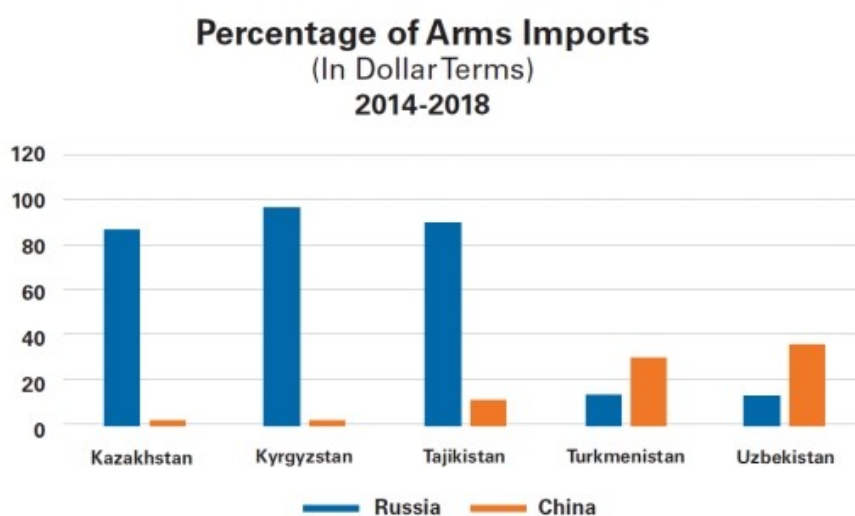
<sup>41</sup> «L'Ouzbékistan a longtemps essayé de se distancer de la Russie, notamment en quittant l'OTSC en 2012. Par ailleurs, depuis 2016, avec la nouvelle orientation du président Mirziyoyev pour l'Ouzbékistan, les États-Unis ont augmenté leur coopération militaire avec Tachkent. Cela s'est traduit par davantage d'événements de partenariat, de formations conjointes et d'aide militaire (Maj. Daniel J. O'Connor, « [Rethinking Uzbekistan. A Military View](#) », *Military Review*, Army University Press, mars-avril 2020).

<sup>42</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia », *op. cit.*, pp. 4-5.

FIGURE 1: ARMS SALES TO CENTRAL ASIA (1991–2019)



Ventes d'armes de la Russie et de la Chine en Asie centrale sur la période 1991-2018<sup>43</sup>



Importations d'armes en Asie centrale en provenance de Russie et de Chine sur la période 2014-2018<sup>44</sup>

Surtout, la Russie, en plus de ses bases au Kirghizstan et au Tadjikistan, conserve l'accès à des installations militaires dans ces deux pays et au Kazakhstan (base de lancements, stations radar et sites d'essai), et demeure la puissance qui organise le plus d'exercices conjoints dans la région, que ce soit dans le cadre de relations bilatérales ou à travers l'OTSC<sup>45</sup>. Par ailleurs, malgré la puissance militaire croissante de la Chine, le soulèvement au Kazakhstan en janvier 2022 a confirmé que le rôle prédominant de Moscou en matière de sécurité reste incontesté. En effet, le président Tokaïev demande, dès les premiers jours des soulèvements, l'aide de l'OTSC, qui intervient rapidement dans le pays. Plus de 3 000 soldats venant de Russie sont déployés, les autres pays membres en envoyant une dizaine chacun. Cette réponse très rapide et active sous l'égide de la Russie contraste fortement avec la réaction de Pékin, qui s'est limitée à des condamnations des « violentes forces terroristes » et à des échanges diplomatiques en soutien à l'intervention, menée principalement par la Russie.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia », *op. cit.*, p. 9.

<sup>46</sup> Frédéric Lemaître, « [La Chine soutient la thèse d'une 'révolution de couleur' au Kazakhstan](#) », *Le Monde*, 13 janvier 2022.

D'autre part, Moscou joue un rôle particulièrement important dans la formation des officiers centrasiatiques. Ainsi, plus de la moitié de l'armée kazakhe est formée au moins en partie en Russie, plus de 1 500 « spécialistes junior » tadjiks sont formés par les militaires russes<sup>47</sup>, et Moscou a même renouvelé avec le ministère de la Défense ouzbek son programme de formation pour les officiers ouzbeks, qui avait été suspendu en 2012<sup>48</sup>.

Ainsi, comme le souligne Vladimir Skosyrev, la progression de la Chine en Asie centrale reste d'ordre principalement économique et ne devrait pas inclure, dans l'avenir prévisible, le stationnement de troupes chinoises ni la création d'un bloc militaire dirigé par la Chine.

### Rôles complémentaires et intérêts communs sur la scène centrasiatique

La Russie et la Chine sont parvenues à développer leurs rôles régionaux respectifs selon des lignes d'équilibre, ce qui forme une sorte de complémentarité entre les deux puissances sur le plan institutionnel<sup>49</sup>. Néanmoins, relève Giulia Sciorati, ces lignes d'équilibre ont été franchies, d'une part par la création en 2015 de l'Union économique eurasiatique (UEE) pour la Russie (économie), et par la création d'avant-postes par la Chine (sécurité)<sup>50</sup>. Dans cette perspective, le Tadjikistan représente le point de rencontre stratégique entre Pékin et Moscou, un exemple concret de cohabitation entre les deux puissances<sup>51</sup>. Par ailleurs, les intérêts chinois et russes dans la région se recoupent en de nombreux points. Pékin et Moscou sont tous deux préoccupés par le risque de terrorisme, le besoin de contenir l'instabilité émanant d'Afghanistan et la volonté de garder les Etats-Unis hors de la région – des inquiétudes communes qui sous-tendent leur interaction en Asie centrale depuis de nombreuses années<sup>52</sup>.

En effet, la question de la lutte antiterroriste, étroitement liée à la question afghane, est un des points de convergence entre la Chine et la Russie en Asie centrale. Les deux puissances voyaient la présence américaine comme un moyen efficace de lutte contre cette menace. Or, suite au retrait progressif des Occidentaux depuis 2014, et, surtout, en 2021, la perception des menaces a changé, poussant Pékin et Moscou à renforcer leur action sécuritaire avec la participation des puissances régionales<sup>53</sup>. Ainsi, la crise en Afghanistan renforce le besoin pour les deux pays de mettre de côté leurs différences dans la région et à s'unir contre une réelle menace commune<sup>54</sup>.

Enfin, et peut-être surtout, les actions de Pékin en Asie centrale ne vont pas à l'encontre des intérêts de Moscou. Comme le précise Temur Umarov, même si l'implantation relativement récente des avant-postes chinois peut être vue comme un symptôme d'ambitions croissantes de Pékin, celles-ci sont très différentes de celles des Etats-Unis<sup>55</sup>. Comme dans d'autres régions du monde, le « facteur américain » est la principale force qui pousse le rapprochement entre la Russie et la Chine<sup>56</sup>. Cette logique anti-occidentale, et en particulier anti-américaine, fait partie du socle de la coopération bilatérale. Comme souligné récemment par le porte-parole du

---

<sup>47</sup> Ce qui représente un chiffre significatif, étant donné que l'ensemble de l'armée et des forces paramilitaires tadjikes compte un peu plus de 16 000 hommes.

<sup>48</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia », *op. cit.*, p. 8.

<sup>49</sup> Giulia Sciorati, *op. cit.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec un responsable militaire français, réalisé le 12 janvier 2022.

<sup>52</sup> Bradley Jardine, Edward Lemon, « [In Post-American Central Asia, Russia and China are tightening their grip](#) », *op. cit.*

<sup>53</sup> Andreï Kazantsev, « [Перспективы и сценарии развития ситуации в Афганистане: интересы России и Китая](#) » [Perspectives et scénarios pour l'Afghanistan : intérêts russes et chinois], RIAC, 22 septembre 2021.

<sup>54</sup> Dmitri Simes Jr., « [The 'American factor' drives Russia and China together in Central Asia](#) », *South China Morning Post*, 23 octobre 2021.

<sup>55</sup> Temur Umarov, *op. cit.*

<sup>56</sup> Dmitri Simes Jr., *op. cit.*



Kremlin, Dmitri Peskov, face à la « *rhétorique agressive des Etats-Unis et de l'OTAN* », deux pays qui furent des adversaires forment désormais un « *front uni* »<sup>57</sup>. Xi Jinping a, pour sa part, récemment affirmé que les relations entre Pékin et Moscou sont un modèle de coopération interétatique au XXI<sup>e</sup> siècle, essentiel au maintien de la stabilité dans le monde<sup>58</sup>. Dans ce contexte, la Russie préfère largement la présence chinoise dans son voisinage proche, dans la mesure où elle ne représente apparemment pas des ambitions hégémoniques, en conséquence de quoi Moscou « *ne semble pas voir en Pékin une menace pour sa place de meneur en matière de sécurité* »<sup>59</sup>. S'il est peu probable que l'on assiste à la création d'un bloc militaire sino-russe, un partenariat géopolitique de plus en plus étroit, particulièrement dans un environnement international tendu pour les deux puissances, paraît tout à fait réaliste<sup>60</sup>. Ainsi, le développement récent de l'interaction militaire entre la Chine et la Russie, porté par la nécessité perçue de contrer les États-Unis, va plutôt dans le sens d'un renforcement de la coopération en matière de sécurité entre les deux dans la région<sup>61</sup>. Enfin, la Russie est parfaitement consciente du fait qu'elle est incapable d'assurer seule la sécurité dans une région aussi vaste et propice à l'instabilité. L'émergence de la Chine sur le plan sécuritaire représente donc potentiellement une opportunité pour Moscou<sup>62</sup>.

Ainsi, afin de répondre à ses intérêts nationaux sans pour autant concurrencer la Russie, Pékin cherche à s'inscrire dans une coopération forte avec elle sur le plan sécuritaire. En effet, si le rôle sécuritaire de Moscou évolue lui aussi, les avancées de la Chine dans son domaine de prédilection ne semblent pas réellement l'inquiéter, ou du moins pas au point d'engager une confrontation publique sur la scène internationale<sup>63</sup>. Pour Moscou, une coopération entre les Etats d'Asie centrale et les Etats-Unis, ou encore l'OTAN, représente une menace beaucoup plus sérieuse qu'une coopération avec Pékin<sup>64</sup>. Vladimir Paramonov rappelle que *l'intelligentsia* russe a toujours perçu l'ordre mondial à travers le prisme anti-occidental. Par conséquent, adopter une position hostile à Pékin, avec qui elle partage cette posture, représenterait une rupture majeure et, à ce jour, impensable<sup>65</sup>. Ainsi, même si des éléments de concurrence existent effectivement entre les deux puissances dans la région, l'entretien de relations bilatérales amicales demeure bien plus essentiel pour elles aujourd'hui<sup>66</sup>.

## Les Etats d'Asie centrale, impuissants face à Moscou et Pékin ?

Pour différents observateurs, la construction de l'avant-poste chinois au Tadjikistan ne peut que déboucher, à terme, sur un conflit entre Moscou et Pékin en Asie centrale<sup>67</sup>. Comme nous l'avons vu, cette vision ne tient pas compte de nombreux facteurs relatifs à la nature complexe de la relation sino-russe. De plus, elle nie toute subjectivité aux Etats centrasiatiques et suppose que toutes les décisions importantes sont prises en leur nom par les grandes puissances voisines, alors

---

<sup>57</sup> Vladimir Skosyrev, « [Россия и Китай создают единый фронт против Запада](#) » [La Russie et la Chine forment un front uni contre l'Occident], *Независимая Газета*, 15 janvier 2022.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Pierre-Marie Vincenti, « L'Asie centrale : un grand jeu entre la Chine et la Russie », *Les Cahiers du Comité Asie*, n° 19, Les Jeunes IHEDN, avril 2021, p. 5 ; p. 7.

<sup>60</sup> Vladimir Skosyrev, « [Россия и Китай создают единый фронт против Запада](#) », *op. cit.*

<sup>61</sup> Nurlan Aliyev, *op. cit.*

<sup>62</sup> Emil Avdaliani, *op. cit.*

<sup>63</sup> Andreï Kazantsev, Svetlana Medvedeva, Ivan Safranchuk, « Between Russia and China: Central Asia in Greater Europe », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 12 (I), 2021.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov.

<sup>66</sup> Temur Umarov, *op. cit.*

<sup>67</sup> Clara Ferreira Marques, « [Russian and China have a Central Asia Problem](#) », *Bloomberg*, 15 janvier 2022.

qu'en réalité, les Etats d'Asie centrale n'ont jamais été aussi autonomes qu'aujourd'hui<sup>68</sup>. Marlène Laruelle appuie cette idée en précisant que ces pays ne sont pas des « *pions passifs dans le Grand Jeu entre Washington, Pékin et Moscou* »<sup>69</sup>. Confrontées à des sociétés de plus en plus exigeantes envers leurs dirigeants<sup>70</sup>, les élites d'Asie centrale ne sont pas des « victimes » de Moscou et Pékin, qui les forceraient à être autoritaires et anti-occidentales<sup>71</sup>. En effet, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et leur échec à favoriser la création d'un Etat moderne et stable a porté atteinte à l'influence et au prestige de la puissance américaine<sup>72</sup>. Cette situation a poussé les Etats centrasiatiques à assurer leurs arrières, notamment en renforçant leurs relations avec Pékin et Moscou<sup>73</sup>. Sur le plan idéologique également, la Russie et la Chine, focalisés avant tout sur la stabilité régionale, et n'ayant pas d'exigences sur le plan de la démocratie ou du respect des droits de l'Homme, semblent être des partenaires plus intéressants que les Etats-Unis ou l'Union européenne<sup>74</sup>.

Néanmoins, les pays d'Asie centrale cherchent à jouer sur différents tableaux<sup>75</sup>, et s'appliquent de longue date à diversifier leurs partenariats internationaux<sup>76</sup>, ce qui semble exprimer une volonté de se détacher de l'influence de Pékin et de Moscou et de ne pas seulement être un terrain de confrontation d'influences. Comme déjà dit, une forme de méfiance à l'égard de la Russie perdure au sein des Etats d'Asie centrale, les poussant à être précautionneux, notamment quand ils observent la manière dont Moscou gère d'autres crises géopolitiques au sein de sa sphère d'influence revendiquée (comme en Géorgie ou en Ukraine)<sup>77</sup>. La Chine, pour sa part, ne bénéficie d'une image positive qu'au Tadjikistan, contrairement au Kazakhstan ou Kirghizstan, où une méfiance forte demeure, particulièrement en lien avec la question ouïghoure<sup>78</sup>.

## Conclusion

Le Tadjikistan présente une situation singulière en Asie centrale sur le plan sécuritaire, ce pour plusieurs raisons. La Russie et la Chine le perçoivent comme un pays qui n'a pas les moyens d'assurer sa sécurité de manière autonome<sup>79</sup>. Au vu de sa géographie, Pékin considère le Tadjikistan comme une véritable zone tampon dont la porosité frontalière présente un risque pour ses propres intérêts nationaux. La Chine renforce sa présence sécuritaire au Tadjikistan et dans le corridor afghan du Wakhan afin de maintenir la sécurité intérieure au Tadjikistan et d'empêcher l'instabilité de l'Afghanistan de s'y propager, avant d'atteindre le Xinjiang<sup>80</sup>.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> Marlène Laruelle, Dylan Royce, « No Great Game: Central Asia's Public Opinions on Russia, China, and the U.S. », *Kennan Cable*, n° 56, Kennan Institute, Wilson Center, août 2020, p. 2.

<sup>70</sup> Temur Umarov, *op. cit.*

<sup>71</sup> Marlène Laruelle, « The Chinese Silk and Road and their Reception in Central Asia », Testimony before the US-China Economics and Security Review Commission Hearing on « Looking West: China and Central Asia », 18 mars 2015, p. 3.

<sup>72</sup> Andreï Kazantsev, *op. cit.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Lindsey Kennedy, Nathan Paul Southern, « [Central Asia Is Turning Back to Moscow](#) », *Foreign Policy*, 7 novembre 2021.

<sup>75</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Vladimir Paramonov.

<sup>76</sup> Marlène Laruelle, « L'Asie centrale et les grandes puissances régionales : Chine et Russie », *Les Dossiers du CERI*, Sciences Po, novembre 2011, p. 1.

<sup>77</sup> Lindsey Kennedy, Nathan Paul Southern, *op. cit.*

<sup>78</sup> Marlène Laruelle, Dylan Royce, *op. cit.*, p. 12.

<sup>79</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Temur Umarov.

<sup>80</sup> Dirk van der Kley, « China's Security Activities in Tajikistan and Afghanistan's Wakhan Corridor », *NBR Special Report*, n° 80, National Bureau of Asia Research, septembre 2019, p. 72.

Sécuriser la frontière par ses propres moyens, à ses frais, et former les autorités tadjikes semble être la solution proactive idéale pour éviter des répercussions indésirables et déstabilisatrices de l'instabilité au Tadjikistan. Il est néanmoins essentiel de ne pas « objectiver » ce dernier, en gardant à l'esprit que Moscou et Pékin ne prennent pas de décisions à la place de Douchanbé, qui est parfaitement en mesure de choisir qui est présent sur son territoire, et selon quelles modalités<sup>81</sup>.

La Chine dispose déjà d'un certain poids dans les affaires politiques en Asie centrale, ce qui implique forcément de s'engager également dans la sphère stratégique, voire sécuritaire. Néanmoins, comme l'a démontré la crise kazakhe début 2022, ses instruments diplomatiques et politiques sont encore sous-développés par rapport à ceux de Moscou<sup>82</sup>, ce qui ne lui permet pas d'agir de manière équivalente à son allié russe en Asie centrale. Et il est peu probable que Pékin cherche à s'impliquer dans d'autres pays de la région comme elle le fait au Tadjikistan. Si l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont trop éloignés des frontières de la Chine, et semblent capables d'assurer leur sécurité de manière indépendante, le Kazakhstan et le Kirghizstan, eux, ne sont pas directement frontaliers de l'Afghanistan, et, surtout, leurs sociétés perçoivent la Chine et ses actions de manière bien plus négative qu'au Tadjikistan, ce qui, *de facto*, limite le potentiel d'accroissement de l'influence chinoise.

L'« étranger proche » de la Russie, dont l'Asie centrale fait partie, revêt une importance particulière dans la vision qu'elle a de son environnement stratégique. Néanmoins, au vu de sa récente invasion de l'Ukraine, l'obtention d'une victoire symbolique dans le conflit ukrainien et la confrontation avec les pays occidentaux sont les enjeux prioritaires pour Moscou. D'autre part, même si Pékin décidait à l'avenir de renforcer ses ambitions sécuritaires en Asie centrale, ce qui est peu probable au vu de l'orientation de sa politique extérieure, motivée principalement par ses intérêts nationaux, Moscou ne serait probablement pas capable d'y répondre du fait de son affaiblissement prévisible en conséquence de la guerre en Ukraine<sup>83</sup>. Or, si la Russie est un acteur géopolitique majeur sur la scène internationale, elle demeure une puissance solitaire. Elle ne peut donc pas se permettre d'envenimer ses relations avec son allié le plus proche et créer un environnement encore plus risqué sur la scène internationale, mettant à mal ses propres intérêts.

---

<sup>81</sup> Entretien semi-directif de l'auteure avec Temur Umarov.

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> *Ibid.*

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

ISSN : 2273-4643  
© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS